

*Initiatives ministérielles*

à son égard ne sont pas des travailleurs productifs et efficaces, peu importe leurs efforts.

Ce gouvernement a accumulé des difficultés pour la fonction publique du Canada pour une longue période à venir. C'est un coup terrible pour les Canadiens, qui paient les services au moyen de leurs taxes, ainsi qu'à tous ceux qui, pendant longtemps, ont été fiers de servir la population canadienne. Ces gens défendent des droits qui sont importants non seulement pour eux, mais aussi pour tous les Canadiens. Un gouvernement qui prive un groupe de ses droits peut faire la même chose à bien d'autres groupes.

Or, nous l'avons vu agir ainsi concernant la Sécurité de la vieillesse. Des gens qui ont travaillé et économisé toute leur vie, en obéissant à des principes vraiment conservateurs, se font maintenant dire que leurs économies leur seront enlevées.

Le gouvernement a agi de cette façon à l'égard des chômeurs. Même s'il existe un régime d'assurance-chômage, le gouvernement fera en sorte qu'un bon nombre de ceux qui en ont le plus besoin, qui habitent les régions qui en ont le plus besoin—je pense particulièrement au Canada atlantique—, ne pourront pas y être admissibles. Ces gens devront payer pour y souscrire, mais ils ne pourront jamais en bénéficier.

C'est devenu une question d'honnêteté. Nous avons vu le ministre nier dans cette enceinte que le gouvernement négocie de mauvaise foi, malgré la décision rendue par la Commission des relations de travail dans la fonction publique qui doit s'assurer que le processus de négociation collective est équitable pour les deux parties. Le gouvernement fait passer des annonces dans les journaux pour affirmer que ses lignes directrices budgétaires s'appliquent aux forces armées et à la GRC. Ce n'est tout simplement pas vrai.

Le budget du gouvernement ne prévoyait aucun contrôle des salaires dans le cas des membres des forces armées et de la GRC, et au moment de la publication de cette annonce, cette affirmation était fausse. Il en est de même aujourd'hui et ce sera toujours le cas demain et jusqu'à ce que le Parlement adopte la terrible mesure dont le gouvernement nous a saisis.

C'est devenu une question d'honnêteté. Le gouvernement a également déclaré que cela s'appliquait à tous les députés. C'est vraiment facile cette année, puisque le

taux d'inflation est de 6 p. 100. Nous allons pouvoir obtenir notre belle augmentation de 3 p. 100 et l'année prochaine, lorsque nous serons assujettis à ce gel de 0 p. 100, nous pourrons encore compter sur la belle augmentation de près de 4 p. 100 que nous aurons obtenue cette année.

• (1100)

C'est injuste. C'est inéquitable, et il n'est pas honnête de dire aux Canadiens que nous subissons le même traitement qu'eux.

Ce sont des inepties. C'est une question d'honnêteté. Dans son annonce publicitaire, le gouvernement a déclaré que d'autres syndicats avaient accepté la formule des 0 et 3 p. 100. Il a oublié de dire, cependant, que pour des groupes d'employés beaucoup mieux payés, il a conclu des ententes extrêmement généreuses en fait.

Plutôt que d'augmenter les salaires, il s'y prend d'autres façons. Il améliore la classification de ces employés. Il leur accorde des primes. Il leur verse des primes supplémentaires pour diverses choses, et ainsi, des employés dont le salaire varie entre 50 000 \$ et 70 000 \$—des ingénieurs, des traducteurs, des contrôleurs aériens—reçoivent, en fait, d'importantes augmentations cette année.

Ainsi, il est tout à fait incroyable que le gouvernement ose prétendre que ces gens n'obtiennent rien et qu'il devrait donc en être de même pour les plus petits salariés.

Il est vraiment inadmissible qu'il ne dise pas la vérité aux Canadiens et même pas à la Chambre au sujet de ces autres ententes et des augmentations de revenus qu'elles prévoient pour les employés en question, de façon détournée, alors que nous ne faisons que chercher une solution.

C'est devenu une question d'équité. S'il y a une chose que les gens ont appris durant ces événements, c'est qu'il y a beaucoup de petits salariés parmi les fonctionnaires.

Les Canadiens se sont également aperçus que proportionnellement, une bonne partie de ces employés sont des femmes. M. Capello a déclaré que 35 000 personnes toucheraient cette prime parce qu'elles gagnent moins de 27 000 \$ et il a ajouté que de ce nombre, 25 000 sont des femmes. C'est là un bilan dont le gouvernement devrait avoir honte; il est vraiment inadmissible qu'une grande majorité de ses plus petits salariés soient des femmes.